

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Avec Martine Aubry : le Smic brut mensuel actuellement de 1365 serait de 1650 euros en fin de mandature

- Politique - Au Parti Socialiste - Primaires socialistes -
Date de mise en ligne : vendredi 7 octobre 2011

Démocratie & Socialisme

Sur les salaires, on ne peut se contenter de répondre « on verra ». C'est LA question centrale. Pour la relance. Contre la crise. Pour prendre à contre-pied l'ensemble des politiques des libéraux. Contre les austérités de toutes sortes. Le salaire, c'est le moyen le plus simple, le plus direct de redistribution des richesses : le salaire net alimente la consommation, le salaire brut alimente les caisses de protection sociale.

Depuis 25 ans, les capitalistes ont siphonné 10 points aux salaires en faveur des profits. Toute la crise vient de ce que les salaires étant étranglés, ils ont lâché des crédits à l'infini. Ces crédits ont nourri la bulle financière sur laquelle ils ont spéculé sans scrupule jusqu'à la faire éclater. Renverser la situation, c'est tout de suite, ré augmenter massivement les salaires. Bruts et nets.

Ca commence par le Smic, car la hausse du Smic télescope et booste les autres salaires. Elle induit des négociations annuelles obligatoires révisant l'ensemble des grilles conventionnelles de salaires de bas en haut de l'échelle.

Voilà en condensé pourquoi nous réclamons 1700 euros de Smic, comme la CGT. Pareille hausse ne fera fermer aucune entreprise, il y a l'argent, il y a les profits, jamais la France des actionnaires, des rentiers et des employeurs n'a été aussi riche, cela stimulera immédiatement la demande, la consommation. La petite entreprise paiera plus mais elle aura immédiatement davantage de clients, d'acheteurs. La moyenne et grande entreprise ne souffrira pas, seuls ses actionnaires devront se serrer (très peu) la ceinture. On augmentera le coût du travail et l'on baissera le coût du capital tout en restant aussi « compétitifs »- comme ils disent.

C'est le rôle de l'état dans une négociation tripartite annuelle de fixer le cap. C'est aussi son rôle d'imposer par la loi qu'aucun minimum conventionnel ne soit en-dessous du Smic. C'est son rôle en tant que puissance publique d'étendre ou non les conventions collectives de branche selon qu'elles remplissent les conditions, en grille des métiers et salaires, des rattrapages et hausses nécessaires.

Depuis des années et des mois, la gauche socialiste lutte, avec D&S, pour que le Parti socialiste qui avait réclamé 1500 euros en 2006, reprenne ce mot d'ordre de chiffrage du Smic en 2011, ajusté à 1700 euros.

Martine Aubry au cours du dernier débat télévisé a annoncé une hausse du Smic, équivalent à « deux coups de pouce » que son équipe de campagne a ensuite expliqué.

Encore faut-il en faire l'analyse, ce que la grande presse qui soutient actuellement François Hollande s'est bien gardée de faire.

La proposition de Martine Aubry est de :

1°) Faire en sorte que le pouvoir d'achat du Smic augmente autant que la croissance ou le salaire moyen. Soit 0,5 % par coup de pouce pour arriver à 1 % (taux de croissance vraiment minimum, sauf en cas de crise) par an.

2°) Rattraper le retard pris par le Smic depuis 2007.

Ce retard est de 3,66 % selon son équipe de campagne. Soit 500 euros d'augmentation du Smic net annuel = 600 euros d'augmentation du Smic brut. Et donc : 600 d'augmentation du Smic brut x 100 / Smic brut annuel de 16 380 Euros = 3,66 % d'augmentation en 5 ans. $3,66 / 5 = 0,73$ % par année, soit deux coups de pouce annuels de 0,375.

1 % pour que le Smic augmente à la même vitesse que la croissance + 0,73 % pour rattraper le retard pris sous Sarkozy, cela représente un total, chaque année, de 1,73 % de coup de pouce (0,87 % par coup de pouce) pendant 5 ans, de juillet 2012 à janvier 2017. Avec une inflation annuelle des prix de l'ordre de 2 %, cela fait une augmentation du Smic de 3,73 % par an. Et donc :

- ▶ Augmentation de 1,87 % en juillet 2012 (1 % pour l'inflation de la moitié de l'année et 0,87 % de coup de pouce).
- ▶ Augmentation de 3,73 % en 2013, 2014, 2015 et 2016 (2 % + 1,73 %)
- ▶ Augmentation de 1,87 % en janvier 2017.

Soit au total, un Smic brut mensuel de 1 640 euros à la fin de la mandature.

En résumé : Martine Aubry s'est engagée à ce qu'il y ait, chaque année, deux « coups de pouce » au Smic (donc en plus de l'inflation) pour rattraper le retard pris par le Smic sous Sarkozy et que, au-delà de ce rattrapage, le Smic augmente au moins à la même vitesse que la croissance.

Cela représente deux coups de pouce de 0,9 % chacun, minimum. Avec une inflation moyenne de 2 % par an ; cela signifie un Smic brut mensuel de 1 650 euros, minimum, à la fin de la mandature.

Ce n'est pas suffisant par rapport aux besoins réels, il faudrait un transfert plus rapide et plus massif des profits vers les salaires. Mais c'est une direction volontaire, chiffrée, déjà non négligeable.

Gérard Filoche et Jean-Jacques Chavigné